



TOUTES ET TOUS EN GRÈVE

POUR LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES MIGRANTES

18 DÉCEMBRE 2025

ASSO Solidaires soutient l'appel des collectifs de sans-papiers, de mineur·es isolé·es et de la Marche des Solidarités à faire du 18 décembre, journée internationale des personnes migrantes, une journée de lutte et de grève à l'échelle de tout le pays.

La dernière loi dite « Asile et Immigration » (janvier 2024) et la circulaire du ministre de l'Intérieur de l'époque Bruno Retailleau (mai 2025) rendent la régularisation des personnes sans-papiers quasiment impossible. Restrictions drastiques des conditions d'accueil pour les demandeur·euses d'asile, refus de régularisation, refus de premier titre de séjour ou de renouvellement de titre de séjour, augmentation des temps d'attente en préfecture, délivrance généralisée et systématique des obligations de quitter le territoire français (OQTF), placements en rétention... sont autant d'atteintes aux droits et à la dignité des personnes étrangères et doivent cesser. Parmi les derniers exemples en date, nous dénonçons l'augmentation des niveaux de français requis pour l'obtention des titres de séjour et naturalisation – alors même que les formations linguistiques sont désormais dématérialisées. Les derniers débats sur le vote du budget 2025 font aussi le jeu de l'extrême droite, en menaçant le droit au logement des étudiant·es internationaux·ales par la suppression de leur accès aux APL.

Le syndicat ASSO-Solidaires dénonce vivement l'instrumentalisation d'associations et de leurs travailleur·euses pour l'application de politiques publiques racistes de l'État. Ces dernières impactent à la fois les travailleur·euses du secteur associatif, mais aussi les publics pour lesquels les associations se mobilisent.

Dans ce contexte, ASSO-Solidaires revendique :

- les mêmes droits sociaux pour toutes et tous ;
- la garantie de la liberté de circulation et d'installation ;
- la régularisation de tout·es les sans-papiers ;
- la fermeture des Centres de Rétention Administrative (CRA) ;
- l'abrogation de toutes les lois dites "immigration" et du Code de l'Entrée, du Séjour des Étrangers et du Droit d'Asile (CESEDA).

La politique du gouvernement français alimente le racisme et la surexploitation des immigré·es, travaillant dans l'associatif ou d'autres secteurs professionnels, avec ou sans papiers, faisant du traitement inégalitaire et stigmatisant des personnes étrangères la norme. **C'est dans ce contexte qu'ASSO Solidaires soutient l'appel "Journée sans nous : si on s'arrête, tout s'arrête !".**

Première, deuxième, troisième génération et soutiens : le jeudi 18 décembre 2025, soyons toutes et tous en grève aux côtés des collectifs mobilisés, des autres syndicats et de tout·es les travailleur·euses migrant·es !